

ÉDITORIAL

Après le Forum social mondial à Mumbai en janvier, le CADTM France participe actuellement au lancement d'un projet aux multiples facettes sur la Jamaïque : film, CD, livre, pétition, concert. Vous trouverez toutes les informations dans ce douzième bulletin et nous comptons évidemment sur vous pour nous accompagner dans chacune de ces initiatives. Toute forme de soutien sera la bienvenue.

D'autre part, l'année 2004 place le FMI sous les feux de la rampe : démission du directeur, soixantième anniversaire en juillet (ainsi que pour la Banque mondiale), cela donnera le prétexte à de multiples actions autour de ces institutions de Bretton-Woods afin de sensibiliser les populations à leur rôle central dans le système économique et géopolitique actuel.

Avant de vous souhaiter bonne lecture, et compte tenu de la responsabilité écrasante de la France dans le génocide du Rwanda, nous tenons à dédier ce bulletin au million de Tutsis assassinés en avril 1994, voici bientôt 10 ans.

▼ L'ÉQUIPE DU CADTM FRANCE

LOTO-SUFFISANCE ?

Comment ne pas y avoir pensé plus tôt ? Plutôt que l'annulation de la dette, une solution miraculeuse existe : *"Nous avons évoqué la perspective d'une loterie pour récolter de l'argent pour nourrir les gens qui ont faim. (...) L'idée que ce peut être un moyen d'alimenter le budget de l'aide au développement, pour lutter contre la faim, est une bonne idée, je crois."*

JAMES MORRIS, DIRECTEUR DU PROGRAMME ALIMENTAIRE MONDIAL

URGENCE AU BAS-CONGO

Le 13 décembre, une pluie phénoménale s'est abattue sur la région du Bas-Congo en RDC. Cette région fournit Kinshasa, la capitale, en fruits et légumes. Les dégâts sur les infrastructures de la zone de Mvuazi sont considérables. Cela n'a pas fait la une des journaux en France mais la détresse sur place est bien réelle. La région touchée est celle dans laquelle agit le GRAPR, organisation paysanne très active et très efficace, partenaire du CADTM en RDC et animée par Victor Nzuzi. Très vite après les inondations, le GRAPR a proposé des solutions destinées à éviter la famine et à amener des revenus aux paysans pour payer le "minerval" (frais de scolarité) et acheter les produits de première nécessité. Conscient que son combat est indissociable des préoccupations quotidiennes au Sud et que l'avenir de ce partenaire en RDC est en jeu, le CADTM France a décidé de prendre à sa charge la reconstruction de l'école de Kinti. Des groupes locaux, notamment celui de Lyon, ont activement participé à la récolte de fonds. Si vous souhaitez faire un geste également, le CADTM France se charge de recueillir les dons pour le Bas-Congo. Nous attendons vos chèques libellés à l'ordre du CADTM France, au 17 rue de la Bate, 45150 Jargeau, France. Merci de leur donner les moyens de s'en sortir.

AGENDA

17 mars : journée de formation par Alain Saumon, à l'Iforep (Paris).

20 mars, 15h : intervention de Damien Millet sur la dette et le développement, à Charleville-Mézières (08).

21 mars, 20h30 : avant-première du film *Life and Debt* au Festival des Droits de l'Homme, au Cinéma Action Christine (Paris 6e), suivie d'une intervention de Damien Millet et François Mauger.

26 mars : intervention de Claude Quémard à Pluvigner (56), à l'invitation de l'association Commerce équitable.

27 mars, 10h30 : CA du CADTM France à Paris.

27 mars : intervention du groupe d'Aix-en-Provence, à la maison mère des petites sœurs de Jésus (Aix, 13).

5 avril : intervention du groupe d'Aix-en-Provence à Gardanne (13).

10 avril : intervention de Damien Millet à Thenay (41).

11 avril, 19h : grand concert reggae au Cabaret Sauvage (Paris 19e), sur le thème *Life and Debt*, avec prises de parole du CADTM.

GET UP, STAND UP...

Jamaïque : Stand up for their rights ! (1)

"You're not a part of the solution / Then you're a part of the problem" : si vous ne faites pas partie de la solution, vous faites partie du problème. Pour Stephen Marley, Buju Banton et la plupart des artistes jamaïcains, il n'y a pas de neutralité possible. Il faut choisir son camp, entre solidarité avec le peuple jamaïcain et complicité avec les institutions qui menacent sa souveraineté et son droit au développement.

Mais de quoi parlent-ils ? Quel est le problème de cette île paradisiaque, dont la douceur de vivre était proverbiale ?

Peu d'amateurs de reggae le savent mais l'île a - à proprement parler - hypothéqué son avenir. Un chiffre en atteste : en 2003, la Jamaïque consacre 64,8% de son budget national au remboursement des dettes héritées des années 80 et 90. C'est 7 fois plus que ce qu'elle dédie à son système éducatif. Ou 16 fois plus que ce qu'elle alloue aux dépenses de santé. Sans éducation ni système sanitaire viable, sans protection sociale ni salaire décent, comment les nouvelles générations pourront-elles sortir de la misère ?

Le moment est probablement venu de s'engager aux côtés des Jamaïcains. Et d'abord en s'informant sur la situation réelle de ce petit pays qui fait l'objet de bien des fantasmes...

"Life and debt", un film documentaire de Stephanie Black, sur les écrans français à partir du 7 avril, détaille les conditions de vie des travailleurs jamaïcains.

Un **court livre** de Damien Millet et François Mauger, *"La Jamaïque dans l'étau du FMI. La dette expliquée aux amateurs de reggae..."* (éd. l'Esprit Frappeur) le complète en revenant sur trente années de relations douloureuses entre la Jamaïque et les institutions financières internationales.

Une **compilation musicale**, bande originale du film également baptisée *"Life and debt"*, donne l'occasion d'écouter les plus grands artistes jamaïcains (Bob Marley, Buju Banton, Yami Bolo, Peter Tosh, Mutabaruka...) chanter leur colère et leurs espoirs.

Le moment est probablement également venu de se lever et de réclamer que les institutions qui ont fait ou font encore pression en notre nom sur la Jamaïque (le FMI où la France joue un rôle loin d'être négligeable, le "Club de Paris" qui réunit dans les locaux parisiens du Ministère des Finances des représentants des pays créanciers pour décider de l'avenir des pays endettés...) changent radicalement d'attitude envers ce pays.

Une **pétition** du CADTM, disponible dans le disque, le livre et sur notre site, l'exige. Elle pourra être signée au cours du **concert exceptionnel** qui réunira **Julian Marley, Yami Bolo et Mutabaruka** le **dimanche 11 avril** à partir de 19h au Cabaret Sauvage (Paris).

Ceux qui ne feront pas partie de cette solution continueront de faire partie du problème.

FRANÇOIS MAUGER

(1) Paraphrase d'une très célèbre chanson de Bob Marley and the Wailers. Littéralement : "Levez-vous, dressez-vous, dressez-vous pour leurs droits".

JAMAÏQUE : REGGAE ET DETTE

Le reggae est aujourd'hui un véritable phénomène de société. De nombreux jeunes ont adopté ses codes et tous vivent cet attachement au reggae comme une forme de rébellion ouverte. Mais ont-ils vraiment tous les éléments pour comprendre les révoltes de leurs modèles ?

Ancienne colonie britannique, la Jamaïque accède à l'indépendance en 1962. Pour les élections de 1972, Michael Manley entreprend de construire un projet politique résolument de gauche. Charismatique, proche du peuple par son style et ses propos, amateur de reggae et tiers-mondiste acharné, ses premières mesures sont significatives : réforme agraire, nationalisations, programme d'électrification rurale, allocations familiales, revenu minimum, système de retraite, etc. Les dépenses publiques de santé par habitant bondissent de plus de 30 % : le taux brut de mortalité baisse de 44 % entre 1965 et 1985. L'éducation publique reçoit 20% du budget en 1973, taux plus jamais atteint depuis. A la fin des années 70, le taux d'alphabétisation dépasse 85 % en Jamaïque.

Mais le choc pétrolier vient contrarier la politique de Manley dès 1973. La bauxite, principale richesse minière du pays, absorbe pour sa transformation en alumine environ 30% du pétrole importé par la Jamaïque : la facture pétrolière explose.

Asphyxié, Manley manque de capitaux pour financer les mesures promises. En échange, les Etats-Unis exigent la rupture avec Cuba : Manley refuse. Le FMI exige, en contrepartie d'un prêt, une dévaluation du dollar jamaïcain, un gel des salaires et une forte réduction des dépenses publiques. Ces mesures sont incompatibles avec les principes de Manley. Il refuse à nouveau.



Les réformes piétinent. Le peuple s'impatiente. Le mouvement rasta et les chanteurs de reggae, qui avaient fortement soutenu Manley, s'interrogent. Peu à peu, ils délaissent la politique, tandis que les gangs des ghettos, toujours liés à un parti, plongent dans le trafic de drogue.

Au premier semestre 1978, après plusieurs tentati-

ves avortées, la Jamaïque se tourne une nouvelle fois vers le FMI pour obtenir de l'argent frais. Le FMI exige des mesures encore plus drastiques : réduction des programmes sociaux, forte dévaluation sans hausse des salaires, suppression des subventions aux produits de première nécessité, hausse des tarifs publics et des impôts, liberté des entrées et sorties de capitaux. La potion est amère pour Manley : *"Ils nous ont non seulement imposé un programme terrible, mais je suis sûr qu'il y avait là en plus un aspect punitif : nous faire payer le fait d'avoir résisté à leur plan."* Cette fois-ci, Manley plie. C'est un désastre social. De surcroît, la Jamaïque ne peut absolument pas atteindre, dans un délai aussi court, les objectifs irréalistes fixés. En mars 1980, Manley rompt avec le FMI.

Mais la déstabilisation du pouvoir réussit : aux élections de 1980, Manley est balayé. Aux yeux des pays développés, la Jamaïque rentre dans le rang. Même Manley, quand il reviendra au pouvoir en 1988, sera prêt à collaborer avec les USA et le FMI. C'en est fini des illusions de nombreux Jamaïcains.

En Jamaïque, il y a trente ans, un mouvement populaire a eu l'audace de vouloir décider par lui-même et pour lui-même. Il l'a payé au prix fort. Aujourd'hui, la dette et les crocs du FMI provoquent des ravages sociaux considérables. S'il ne sort pas du cercle vicieux de la dette, tout le peuple jamaïcain va droit à l'abîme.

▼ FRANÇOIS MAUGER ET DAMIEN MILLET

CHAUD ET FROID EN ARGENTINE

Récemment, l'Argentine a décidé de justesse de payer une échéance de 3,1 milliards de dollars au FMI. Elle reste cependant en défaut de paiement sur sa dette à l'égard des créanciers privés (plus de 80 milliards de dollars), exigeant de n'en rembourser que 25%. Pourtant, les pressions sont très fortes (notamment de la part du FMI) pour faire plier le président Kirchner. Mais il persiste : *"Ce n'est pas une position intransigeante. Quand je dis que nous ne pouvons pas payer plus de 25%, c'est la vérité. Payer davantage serait payer, comme dans les années 1990, avec la faim du peuple, et ce serait un nouveau génocide sur le dos des Argentins."* C'est effectivement un argument recevable, supérieur au droit des créanciers ! Pourtant, le FMI demande aux dirigeants argentins de *"baisser le ton"*, surtout au moment où, soutenus par le Brésil, ils remettent en cause la logique qui prévaut au FMI.

D'autre part, Kirchner semble avoir deux multinationales en ligne de mire. Thales Spectrum, filiale de l'ex-Thomson-CSF, aurait détourné 85 millions d'euros, dont 20 cachés dans des paradis fiscaux. Sa licence d'exploitation de l'espace radioélectrique lui a été retirée. Dans le domaine de l'eau, les rapports sont aussi tendus avec la filiale de Suez, Aguas Argentinas. Kirchner a déclaré : *"Malheureusement l'eau a été privatisée. Il est temps que ceux qui ont bénéficié de la privatisation se rendent compte qu'avec nous, il n'y aura pas d'impunité. S'ils veulent exploiter l'eau, qu'ils investissent, et si ce n'est pas le cas, nous allons discuter d'une autre manière."* Au lieu de sans cesse réclamer des augmentations de tarifs, les multinationales qui ont fait main basse sur les services publics argentins dans les années 90 devraient surtout commencer par respecter les contrats passés.

▼ ISABELLE LIKOUKA ET DAMIEN MILLET

FSM : CAP EN ASIE !

Après 3 éditions à Porto-Alegre, le Forum social mondial s'est déplacé en Asie, à Mumbai (l'ancienne Bombay). Après une croissance continue au Brésil, le pari était risqué, les autorités de cette ville étant loin d'être favorables au mouvement altermondialiste.

Le premier bilan que l'on puisse tirer est largement positif : plus de 100 000 personnes, pour une large majorité asiatiques. Et une composante populaire impressionnante, beaucoup plus qu'en Amérique latine. Les allées du forum étaient envahies sans discontinu, de manif colorées, de chants et de danses. Mouvements paysans, de dalits (les 'intouchables'), de femmes, ces cortèges se croisaient, se recroisaient du matin au soir. La participation aux différents débats en était amoindrie, à l'exception de ceux où s'exprimaient des orateurs ou oratrices indien(ne)s. Le problème de la langue, des modes de débats est ainsi posé au mouvement altermondialiste. Les modes d'organisation, de débats adoptés en Europe et en Amérique du Sud ne sont pas les seuls possibles.



Et le CADTM dans tout ça ? Il était bien sûr présent, avec des délégué(e)s d'une douzaine de pays. Nous avons décidé de centrer nos interventions sur quelques thèmes uniquement : l'accès à l'eau, la dette écologique, la dette odieuse irakienne, la responsabilité pénale des IFI... Le choix opéré était de co-organiser les débats et séminaires avec nos partenaires du monde entier. Nous pensons, en effet, que pour avancer des perspectives concrètes, il faut passer à une nouvelle étape : après les analyses, il nous faut avancer des alternatives d'action et de mobilisation. Et donc croiser les expériences entre réseaux pour avancer ensemble.

Si les résultats numériques n'ont pas toujours été à la hauteur de nos attentes, le bilan concret est largement positif : il sort de ce forum des campagnes communes d'importance (sur la dette écologique par exemple).

Difficile enfin de parler de ce FSM sans parler de la ville elle-même, immense mégapole où cohabitent la misère la plus crue et la richesse clinquante (les principaux studios de cinéma indiens sont à Mumbai). Nos partenaires indiens de Vikas ('Alternatives') qui nous accueillait nous ont fait découvrir cette réalité poussée à l'extrême : le bruit, la pollution, la faim. La dignité y est un combat quotidien.

▼ CLAUDE QUÉMAR

Bulletin du CADTM France

17 rue de la Bate, 45150 Jargeau - France

Tel : 02-38-59-98-28

Email : france@cadtm.org


Directeur de la publication : Damien Millet

ISSN 1634-5932 Dépôt légal : mars 2004

Dessin : DOM Photo : Yannick Bovy

Précédents bulletins : www.cadtm.org

LE FMI PERD LA TÊTE

Bon, au sens figuré, on le savait déjà, cela fait plus de vingt ans que les mesures qu'il exige frappent durement les plus démunis. Au sens propre, cela a surpris tout le monde. Le directeur général, Horst Köhler, est pressenti pour devenir président de la République allemande, et il a aussitôt démissionné du FMI. L'intérim est assuré par Anne Krueger, la numéro 2 actuelle. L'accord tacite selon lequel un Européen dirige le Fonds (et un Etats-unien la Banque mondiale) sera sans doute encore appliqué, les Européens trouvant toujours que "les traditions ont du bon" ! Pourtant quelle légitimité peut avoir un tel accord si méprisant pour les règles minimales de la démocratie ? A la mi-mars, l'Espagnol Rodrigo Rato était donné favori. C'étaient les dernières nouvelles de la cuisine - bien peu ragoûtante - d'une institution parmi les plus puissantes, mais aussi les plus nuisibles...  ISABELLE LIKOUKA ET DAMIEN MILLET

UNE MONDIALISATION JUSTE?

L'Organisation internationale du travail (OIT) a publié un rapport sur le versant social de la mondialisation. Intitulé *Une mondialisation juste* (sans point d'interrogation), il est "critique mais positif", donc globalement tiède... Pourtant, il décoche des flèches acérées : "Le processus actuel de mondialisation génère des déséquilibres, entre les pays et à l'intérieur des pays. Des richesses sont créées, mais elles ne sont d'aucun profit pour trop de pays et trop de personnes", ajoutant que : "Pour la vaste majorité des femmes et des hommes, la mondialisation n'a pas répondu à leurs aspirations, simples et légitimes, à un travail décent et à un avenir meilleur pour leurs enfants." Le jugement est alors sans appel : "Le fonctionnement actuel de l'économie mondiale souffre de déséquilibres profondément ancrés et persistants qui sont inacceptables sur le plan éthique et intenable sur le plan politique." Ainsi, "l'absence d'équité des principales règles mondiales qui gouvernent le commerce et la finance et leurs effets asymétriques sur les pays riches et sur les pays pauvres sont inquiétants." Mais l'inéquité n'est-elle pas constitutive de cette mondialisation prédatrice ?

NOUS AVONS SIGNÉ

✓ La campagne d'Agir Ici visant à faire reconnaître le **rôle des migrants** comme acteurs du développement et à assurer le respect de leurs droits fondamentaux.

✓ Le texte instituant une Commission d'enquête citoyenne sur le rôle de la France durant le **génocide des Tutsi au Rwanda** en 1994.

Voir www.enquete-citoyenne-rwanda.org

✓ Le CADTM France est aussi partie prenante de la campagne à venir du réseau IFI (institutions financières internationales), à l'occasion du **60e anniversaire du FMI et de la Banque mondiale** en juillet 2004.

PPTÉ NEWS

✓ Le **Nicaragua** est devenu en février 2004 le dixième pays à atteindre le point d'achèvement dans l'initiative PPTÉ (Pays pauvres très endettés) après l'Ouganda, la Bolivie, le Mozambique, la Tanzanie, la Mauritanie, le Burkina Faso, le Mali, le Bénin et le Guyana.

BRÈVES

✓ La **mondialisation néolibérale vue par Francis Mer**, ministre français de l'Economie, vaut la peine d'être exposée. C'est la négation même de l'idée d'une économie soumise à l'humain et du rôle régulateur de l'Etat dans le but de favoriser le bien commun : " *Nous sommes face à des changements structurels qui sont générés par le monde dans lequel nous avons choisi de vivre, c'est à dire un monde libre, sans frontières, dans lequel tout le monde peut choisir où il veut acheter mais aussi là où il veut vendre. Tirons-en les conséquences, acceptons le changement*". On peut donc acheter et vendre librement, mais circuler, c'est une autre histoire ! Selon lui, le gouvernement a choisi de "donner le pouvoir à ceux qui n'auraient jamais dû le perdre, à savoir les entreprises". En effet : "C'est (...) à l'entreprise d'avoir la capacité d'initiative, de responsabilité et d'autonomie aussi grande que possible". Il a regretté qu'ait été "nié en France pendant 20 ans au moment même où s'affirmait (...) la mondialisation, ce rôle majeur de l'entreprise". D'ailleurs, il lui est arrivé aussi de s'en prendre aux manuels scolaires d'économie, qui dispensent selon lui un cours de "marxisme", préconisant de "mettre des profs devant [d]es ateliers (...); les fonctionnaires, les journalistes et beaucoup d'autres dans le monde de l'entreprise". Les altermondialistes ont encore des combats à mener, dont celui de la liberté d'expression !

✓ Le ministre irakien du Plan a annoncé fin février que **l'Irak aurait obtenu une réduction de sa dette de l'ordre de 60%**. La dette est vraiment un levier géopolitique très puissant, que les USA utilisent volontiers ! Mais comme le dit Joseph Stiglitz, ancien numéro 2 de la Banque mondiale : " *Il devient de plus en plus évident que les différents mécanismes de réduction ou d'annulation de dette sont insuffisants. Le cas irakien peut certainement faire évoluer la situation en créant une sorte de jurisprudence. S'il est reconnu que les Irakiens n'ont pas à payer pour les dettes accumulées par Saddam Hussein, alors beaucoup de pays pourront aussi faire valoir qu'ils n'ont pas à honorer ces dettes 'odieuses'*."

✓ Lors d'une réunion en février à Caracas, le président vénézuélien **Hugo Chavez** a abordé la problématique de la dette : " *Il est évident que cette dette va au-delà des engagements normaux et raisonnables de paiement de la part de n'importe quel débiteur et elle s'est convertie en un instrument de décapitalisation de nos pays*", avant de faire une proposition de bon sens : " *Pourquoi ne pas établir un **Fonds des débiteurs** comme un moyen de défense élémentaire pour se consulter et coordonner des actions collectives, compte tenu du fonctionnement du Forum des créanciers structuré dans différents organismes pour protéger leurs intérêts ?* " On comprend mieux pourquoi il n'a pas beaucoup d'amis au FMI et à Wall Street...

✓ Le 1er janvier, le CADTM France a diffusé un communiqué de presse, repris par l'AFP, sur le bicentenaire de **l'indépendance d'Haïti** et l'histoire de sa dette. Les commémorations officielles en France ont été annulées et depuis, le président Aristide a été contraint de quitter le pouvoir. Après plusieurs refus, il a d'abord trouvé refuge en **Centrafrique** (qui cherche à être soutenue par Washington pour un accord avec le FMI), avant de provoquer un tollé en gagnant... **la Jamaïque** !

EN DIRECT DES GROUPES LOCAUX

Grenoble

Samedi 17 Janvier 2004, a eu lieu à Grenoble une journée d'information et d'échanges sur le thème "*La Dette du Tiers Monde : 2.500 milliards de dollars. Une dette illégitime qui écrase et affame les peuples...*"

Organisée par le CADTM, avec le concours d'Afric'Impact, Attac, le CIIP (Centre d'Information Inter-Peuples) et Survie, cette journée proposait divers moments : exposition, jeu de simulation, spectacle de danse et musique, film, conférence, table de documentation... Une journée passionnante qui a vivement intéressé pas loin de 150 personnes.

L'exposition, réalisée collectivement, présentait en 12 panneaux les différents aspects de la question de la dette : D'où vient-elle ? Comment grandit-elle démesurément ? Pourquoi est-elle une question centrale dans l'accroissement des inégalités ? Qu'est-ce que le FMI et la Banque mondiale (BM) ? Quels sont leur composition, leur fonctionnement et leurs rôles dans l'augmentation de la pauvreté ? Quelles "aides" pour le développement des pays pauvres ? Effets d'annonce... ou aides réelles ? Pourquoi participer à la lutte pour exiger l'annulation de cette dette ? etc. Deux panneaux exposaient (chiffres à l'appui) la situation économique et les conséquences pour la vie des populations au Bénin et en Argentine, et un autre célébrait le 200^e anniversaire de l'indépendance de Haïti et rappelait également sa situation face à la dette... Une présentation de cette expo (textes et photos) sera disponible prochainement (lycées, facs, lieux associatifs...) .

Dans la matinée a été "jouée", à environ 50, une simulation sur la situation du Sénégal : des groupes de 3 personnes représentaient, les uns le FMI, d'autres la BM, ou les banques privées, ou le gouvernement sénégalais, ou des habitants (pêcheurs, enseignants, paysans...). Et des uns aux autres, passait Milo, qui, à lui tout seul, représentant les militants sénégalais pour l'annulation de la dette, haranguait les institutions présentes, argumentait avec énergie, rappelant l'histoire de cette dette, son illégitimité, ses conséquences dramatiques...

Ce jeu théâtral, mené par les militants d'Afric'Impact, a rendu très concrète et vivante une situation présentée comme complexe et affaire de spécialistes : il a permis aux uns et aux autres, participants ou spectateurs, de découvrir, de s'approprier les arguments, les chiffres, d'apprendre à exposer de façon simple, abordable par tous, le mécanisme de la dette dans un pays.

À la pause de midi, un buffet très abondant et convivial a réuni tous les présents, chacun ayant apporté des provisions. Beaucoup de personnes ont pu prendre contact et discuter sur place des actions menées pour l'annulation de la dette par les militants et organisations actifs au sein du CADTM.

L'après midi a démarré par un spectacle-concert-danse superbe offert par le groupe antillais Trafoldom.

Puis a été projeté le film "*Jamaïque-FMI : Mourir à crédit*", qui démontre, à partir du cas de la Jamaïque, comment les facilités de crédit, jusque dans les années 70-75, ont encouragé un développement artificiel, suivies, à partir de 1980, d'une augmentation spectaculaire des taux d'intérêt et du poids écrasant de la dette,

qui a enfoncé le peuple jamaïcain dans un processus accéléré de paupérisation.

Enfin, les interventions de Damien Millet, en réponse aux nombreuses questions de la salle, ont permis de mieux comprendre les mécanismes responsables de la dette et les stratégies du FMI et de la BM en direction notamment des PPT (Pays pauvres très endettés). Un moment très dense d'analyse et d'échange qui a captivé le nombreux auditoire.

Ce type de journée, préparée collectivement, et menée sur un mode inter-actif, permet de mieux faire comprendre les causes, les mécanismes et les enjeux de la dette du Tiers-Monde.

À Grenoble, comme au niveau national, le CADTM se développe, l'information au sujet de cette dette s'élargit et un nombre croissant de personnes se mobilise sur des actions réclamant son annulation totale.

Contact : martine.toulotte@wanadoo.fr

Aix-en-Provence

Le groupe d'Aix a animé en février un débat d'Attac sur la dette au Jas de Bouffan, quartier périphérique d'Aix, à partir du film sur le Ghana : "*Comment le FMI fabrique de la misère*" et une introduction sur la dette de Michelle Fourny. Le film est une excellente introduction au débat. Nous refaisons cette intervention au café citoyen d'Attac Gardanne le 5 Avril.

Nos deux grands projets en cours (qui se recoupent) sont :

- d'une part notre participation à la réunion mensuelle d'Attac Pays d'Aix sur le double langage de l'Union Européenne et de la France vis-à-vis des pays du Sud: étude des demandes de l'UE aux pays du Sud, analyse des effets d'annonce dans les discours de Chirac...

- d'autre part, la préparation d'une formation sur la dette dans le cadre des formations d'Attac pour le Sud-Est et au-delà si certains sont intéressés. Elle aura lieu les 5-6 juin dans le centre de vacances de Biaboux, près de Forcalquier. Elle sera probablement animée par Eric Toussaint et Damien Millet (CADTM), Renaud Gallimard (Attac Marseille) et le groupe CADTM d'Aix.

Son objectif : la problématique de la dette des PED est au centre du système économique dominant, mais ce processus d'exploitation et de subordination des populations les plus pauvres par les puissances financières internationales et les états du G8 est mal connu des citoyens et même de certains militants d'Attac.

Cette formation veut permettre de maîtriser la problématique de la dette, le décryptage des politiques des pays du Nord à travers les institutions financières internationales et le G8 au-delà des effets d'annonce, et d'effectuer le lien entre les politiques menées au Sud avec celle menée au Nord. Elle vise :

- à échanger nos expériences avec les autres comités locaux afin de pouvoir travailler en réseau sur la dette en relation avec le CADTM

- à aider à la constitution de groupes de travail sur la dette dans la région et à former des intervenants sur la problématique de la dette.


C'est pour le groupe d'Aix une formidable occasion d'approfondir notre propre formation sur la dette et de susciter d'autres groupes dette dans la région !

Contact : rlagune@club-internet.fr

COLONISATIONS

La dette est un mécanisme très puissant de domination. Par son intermédiaire, le FMI, piloté par les dirigeants des pays les plus riches, a pris le contrôle de l'économie de la plupart des pays en développement. Ces pays souverains ne le sont qu'en apparence. La dette a pris le relais de la colonisation, de manière très subtile mais implacable. A quarante ans d'intervalle, deux citations provenant du Congo-Kinshasa se répondent.


Tout d'abord, Patrice Lumumba, le jour de l'indépendance, le 30 juin 1960, prononce un discours que beaucoup n'ont pas oublié : " Cette indépendance du Congo, si elle est proclamée aujourd'hui dans l'entente avec la Belgique, pays ami avec qui nous traitons d'égal à égal, nul Congolais digne de ce nom ne pourra jamais oublier cependant que c'est par la lutte qu'elle a été conquise, une lutte dans laquelle nous n'avons ménagé ni nos forces, ni nos privations, ni nos souffrances, ni notre sang. (...) Nous avons connu les ironies, les insultes, les coups que nous devons subir matin, midi et soir, parce que nous étions des 'Nègres'. Nous avons connu que nos terres furent spoliées au nom de textes prétendument légaux qui ne faisaient que reconnaître le droit du plus fort. (...) Nous allons mettre fin à l'oppression de la pensée libre et faire en sorte que tous les citoyens jouissent pleinement des libertés fondamentales prévues dans la Déclaration des Droits de l'Homme."

Après le long règne autoritaire de Mobutu et l'intermède Kabila père, l'actuel président Joseph Kabila a renoué le dialogue avec le FMI, acceptant de soumettre son pays au diktat des institutions internationales. En février 2004, il a déclaré devant le Sénat belge : "L'histoire de la République Démocratique du Congo, c'est aussi celle des Belges, missionnaires, fonctionnaires et entrepreneurs, qui crurent au rêve du Roi Léopold II de bâtir au centre de l'Afrique un Etat. Nous voulons, à cet instant précis, rendre hommage à la mémoire de tous ces pionniers." Le néo-colonialisme est devenu officiel en RDC.  FERLY ET ISABELLE LIKOUKA

COMPTONS SUR LES DOIGTS...

- ✓ La **fusion** entre le Crédit Agricole et le Crédit Lyonnais coûtera 1 milliard d'euros. C'est autant que le stock de la dette extérieure du Burundi, pays de l'Afrique des Grands Lacs, où vivent 6,4 millions de personnes.
- ✓ La dette publique de la France a dépassé le seuil des **1000 milliards d'euros**. La dette extérieure publique des PED, environ 1300 milliards d'euros, est donc peu élevée à l'égard des flux financiers dans le monde.
- ✓ Les riches sont **de plus en plus riches**. Selon Forbes, les 487 milliardaires recensés ont une fortune globale de 1900 milliards de dollars, soit 400 de plus que l'an dernier. C'est le triple du PIB des 53 pays africains !

AFRIQUE : LE PIÈGE

La CNUCED vient de publier un rapport intitulé *Le développement économique en Afrique*, reconnaissant que "la majorité des pays africains pâtissent d'une structure commerciale qui les expose à une dégradation continue des termes de l'échange et une grande instabilité des recettes en devises". L'Afrique est clairement prise au piège par sa dépendance extrême envers les produits de base. C'est là toute la perversité du système économique actuel : les pays producteurs ont été rendus dépendants pour le plus grand profit des puissances dominantes. Les chiffres sont clairs : "L'indice combiné des prix de tous les produits de base de la CNUCED a chuté de plus de 50 % entre 1997 et 2001 : ce sont les produits tropicaux pour la préparation de boissons et les graines oléagineuses et huiles végétales, qui constituent un cinquième des exportations de produits de base hors combustibles de l'Afrique subsaharienne, qui ont accusé la baisse la plus forte en prix réels. Si les prix des produits de base étaient restés aux niveaux de 1980, le revenu par habitant serait aujourd'hui supérieur de 50 %. De nombreux pays africains sont ainsi pris dans un cercle vicieux qui est en fait devenu un 'piège de la pauvreté'." Le commerce mondial est profondément inéquitable et les allègements de dette largement insuffisants : " En 2002, ces aides [agricoles dans les pays riches] ont entraîné un manque à gagner estimé à 300 millions de dollars pour l'industrie cotonnière africaine, soit plus que l'allègement total de la dette (230 millions de dollars), de neuf PPTTE exportateurs de coton d'Afrique de l'Ouest et d'Afrique centrale approuvé la même année par la Banque mondiale et le FMI. Ceux qui profitent le plus de cette situation sont les grandes sociétés transnationales dont les activités sont concentrées aux maillons supérieurs de la chaîne de valeur". Cas typique, le café : "les pays producteurs de café ne perçoivent actuellement (...) que 5,5 milliards de dollars sur les 70 milliards que représentent les ventes au détail, alors qu'au début des années 90, leurs recettes étaient comprises entre 10 et 12 milliards de dollars sur des ventes au détail estimées à 30 milliards." Malheureusement, les mesures prônées par ce rapport sont fort insuffisantes : c'est à la logique même de ce système, dont la dette est l'un des ressorts, qu'il faut s'attaquer.  ISABELLE LIKOUKA ET DAMIEN MILLET

CITATION

"Si un Martien venait sur Terre, il verrait que les Terriens s'autodétruisent. Chaque année, 1000 milliards de dollars sont dépensés dans l'armement, 350 milliards dans les subventions agricoles et 57 milliards dans l'aide au développement."

JAMES WOLFENSOHN, PRÉSIDENT DE LA BANQUE MONDIALE



Rejoignez-nous !

B12

Nom (en capitales) : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Téléphone : _____ Mel : _____@_____

Adhère au CADTM France : 10 euros 6 euros (petits revenus)

M'abonne aux publications du CADTM : 38 euros 22 euros (petits revenus)

A adresser avec votre règlement à : **CADTM France, 17 rue de la Bate, 45150 Jargeau**